

AFP

Royal et Besancenot à Gandrange pour soutenir les salariés d'ArcelorMittal

GANDRANGE (Moselle), 20 mai 2008 (AFP) - Ségolène Royal et Olivier Besancenot se sont succédés mardi à Gandrange pour soutenir les grévistes d'ArcelorMittal, qui pourraient mettre fin à leur mouvement à la condition que la direction du groupe négocie sur les modalités de sortie de grève. L'ex-candidate à la présidentielle, restée un quart d'heure avec les grévistes, qui se relaient depuis une semaine devant les portes de l'aciérie de Gandrange, a appelé à "mettre la pression sur le président Sarkozy et sur (Lakshmi) Mittal, pour qu'ils prennent des engagements (écrits) noir sur blanc". Nicolas Sarkozy a fait des "promesses fallacieuses qu'il n'a pas tenues" et le groupe ArcelorMittal s'est "très mal comporté" en "(fermant) la porte à des projets de rachat pour empêcher qu'un concurrent ne s'installe", a accusé Mme Royal. En conséquence, les salariés se retrouvent aujourd'hui dans une situation "terrible" de "flou" et d'"absence de réponse", selon ses propos. "Il faut que chaque salarié sache ce qu'il va devenir", a-t-elle observé. Olivier Besancenot, leader de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), venu peu avant Ségolène Royal, a qualifié ArcelorMittal, qui racheté en 1999 pour un franc symbolique le site de Gandrange, de "patron voyou". "Les pouvoirs publics ont beaucoup donné d'argent public aux actionnaires d'ArcelorMittal, qui s'enrichissent sur la misère des travailleurs aujourd'hui. (...). On devrait être en capacité de récupérer cet argent", a affirmé Olivier Besancenot, resté plus de deux heures à Gandrange. "ArcelorMittal explique que ce serait de l'ingérence dans l'économie privée, sauf que cette ingérence ne dérange pas ArcelorMittal quand il s'agit de pomper l'argent de nos impôts", s'est-il indigné, sous les acclamations des grévistes. Depuis une semaine, environ 200 grévistes, selon la CGT, unique syndicat soutenant le mouvement - la CFDT, majoritaire, et la CFE-CGC s'y opposent -, se relaient pour bloquer le site de Gandrange afin d'obtenir des meilleures conditions de reclassement. Des discussions sur ce thème entre syndicats et direction, qui se sont déroulées toute l'après-midi à Metz, ont abouti à des "avancées" notables, selon des responsables de la CGT. "Il y a de grandes avancées qu'on ne peut nier, comme la possibilité pour les plus anciens, âgés de 56 ans, de travailler à temps partiel, payé 80% du salaire, ou la garantie qu'aucune proposition de reclassement en France ne se fera à niveau (hiérarchique) inférieur", a déclaré à l'AFP Jacky Mascelli, représentant CGT. "Mais la reprise du travail est conditionnée par une négociation avec la direction, le plus rapidement possible, sur le paiement des jours de grève", a ajouté le syndicaliste, ajoutant que de telles discussions pouvaient se tenir dans la nuit de mardi à mercredi. La direction a également accepté de proposer une seconde "offre d'emploi valable" aux salariés qui en feraient une demande "motivée", selon la CGT, alors qu'elle avait prévu de n'en faire qu'une seule, au grand mécontentement des protestataires. "Depuis 34 ans que je travaille ici, on n'a jamais eu un plan social aussi mauvais. Pourtant, des plans sociaux, on en a eu en pagaille", a dénoncé Bernard Thierry, délégué syndical CGT, rappelant que 14.000 personnes travaillaient à l'aciérie de Gandrange à son arrivée en 1974, contre 1.100 aujourd'hui.

jf/pad/bg/dk